

Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

BATIBO



L'épouse du sous-préfet tué parle

- « J'ai appris l'assassinat de mon époux dans le Plan d'assistance humanitaire d'urgence » ;
- « J'ai été prise en charge à l'Hôpital Jamot suite à une crise mentale » ;
- « J'attends toujours l'aide du gouvernement » ;
- Interview exclusive. Pages 4&5

Page | Campagne électorale

7 | Comprendre le déferlement populaire

Page | Extrême-Nord

6 | L'affaire des forages qui attend Biya

PMUC.COM

BANKO

90 MILLIONS

VENDREDI 28 SEPTEMBRE

SOYEZ PRÊTS

À GAGNER !



Toute la Famille KADJI DEFOSSO dit sincèrement Merci à tous ceux qui ont manifesté leurs témoignages de sympathie et leurs affectueuses pensées suite au décès du Patriarche FU'A TOULA KADJI DEFOSSO.

Nous remercions également l'équipe gouvernementale pour son assistance, ainsi que la police camerounaise et les forces armées tous corps confondus;

Vous nous avez tous apporté un grand réconfort, qui nous aide à surmonter cette épreuve douloureuse.

A Tous, encore MERCI.

Famille KADJI DEFOSSO.



Moukandjo, mauvais perdant

 Par Jacques Eric Andjick

L'ancien capitaine des Lions indomptables quitte la tanière. « En mon âme et conscience j'ai décidé de me retirer de l'équipe nationale du Cameroun », a-t-il révélé dans un communiqué, le 22 septembre dernier. Benjamin Moukandjo reproche au nouveau sélectionneur Clarence Seedorf, une « démarche inélégante et injuste » à son égard. Il fait allusion à sa non-sélection dans la première liste de joueurs appelés par le technicien néerlandais, pour la campagne préparatoire des Lions indomptables à la Can 2019.

L'attaquant estime qu'en tant que capitaine de la sélection camerounaise gagnante de la Can 2017, il mérite un traitement de faveur de la part du nouveau staff technique. Le joueur de 30 ans aurait souhaité avoir un coup de fil de Clarence Seedorf pour lui expliquer sa non-convocation. Comme si le titre de champion d'Afrique en tant que capitaine lui assure une place définitive au sein de la tanière. Pourtant, un sportif de haut niveau doit être constamment performant pour pouvoir rester au top niveau de sa forme et conserver un rôle majeur dans les compétitions. Ce n'est pas le cas du natif de Douala qui, depuis sa brillante Can 2017, ne cesse de décliner. De mauvaises performances individuelles qui déteignent sur l'équipe nationale, éliminée dès le Premier tour à la coupe des Confédérations 2017 et écartée de la course au Mondial 2018.

En méforme dans ces deux campagnes foireuses, l'attaquant de Beijing Renhe est vivement critiqué. Au point où son brassard de capitaine est remis en cause par des observateurs qui estiment qu'il a été promu au détriment des anciens vice-capitaines Eric Maxim Choupo-Moting et Vincent Aboubakar, après l'éviction de l'ancien capitaine Stéphane Mbia. Et qu'à défaut de ces deux attaquants, le défenseur central Nicolas Nkoulou, ancien capitaine de l'équipe nationale, mérite mieux le capitanat que Benjamin Moukandjo. Mais le limogeage de l'ancien sélectionneur Hugo Boss et l'intérim assuré par Alexandre Belinga, retardent

l'échéance. Car il ne fait l'ombre d'aucun doute que le pensionnaire de la Chinese Super League sera déchu du brassard avec le nouveau sélectionneur. Dès la première conférence de presse qui a suivi sa nomination, Clarence Seedorf annonce que les joueurs évoluant dans des championnats exotiques (Chine, Qatar, Arabie saoudite, Emirats arabes unis) ne sont pas dignes de jouer en sélection. Ensuite, le quadruple vainqueur de la Ligue des champions nuance ses propos en soulignant que les joueurs performants seront appelés d'où qu'ils viennent. C'est d'ailleurs le cas de Christian Bassogog de Henan Jianye Fc (Chinese Super League) appelé pour la double-confrontation contre le Malawi, les 12 et 16 octobre 2018.

Contrairement à Benjamin Moukandjo qui a pris une décision hâtive et radicale, le meilleur joueur de la Can 2017 fait preuve de patience. Bassogog ne s'est pas découragé en apprenant que les Lions des championnats mineurs ne sont pas les premières options de Seedorf. Aujourd'hui sa patience paye. Moukandjo aurait dû laisser le temps au nouveau staff technique et parallèlement travailler d'arrache-pied en club, puis faire le point au bout de quelques mois. Il n'est visiblement pas patient. Ou plutôt, il pense qu'il a un titre foncier en équipe nationale et que tout est acquis.

Si on reconnaît son leadership et sa brillante prestation pendant la dernière Can, on se souvient tout de même que Benjamin Moukandjo était auparavant un fauteur de troubles dans la tanière des Lions. Son altercation avec Benoît Assou-Ekotto en plein match, pendant la coupe du monde de la Fifa Brésil 2014 en est une illustration. On pensait qu'il s'était repenti depuis son rôle à la Can, ce n'est visiblement pas le cas. Benjamin Moukandjo quitte la tanière des Lions, après 57 sélections, pour 8 buts marqués et surtout un titre de champion d'Afrique. On ne doute pas qu'il souhaite ajouter une deuxième Can à son palmarès en 2019 à la maison. Pour espérer le faire, il doit préalablement revenir sur sa décision, puis faire profil bas.

Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Responsable Digital

Pascal Dibamou

Chroniqueurs

Jacques Eric Andjick

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Caricaturiste

Robert Pougoué

RUBRIQUES

Politique

Jean De Dieu Bidias

Société

Paulette Ndong

Economie

Lucien Bodo

Education

Nadine Guepi

Tech & Web

Marguerite Papan

Culture

Marthe Ndiang

Sports

Dimitri Mebenga

Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

Rédaction

Wamba Sop, Ludovic Amara, Ibin

Hassan, Josiane Afom, Désiré

Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo,

Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy

Martial Tchinda, Florentin Ndatewou

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvido

Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Responsable Yaoundé : Augustine Nokam

Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Suzanne Essono Nanga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

PRÉSIDENTIELLE 2018: NDAM NJOYA EN MODE SILENCE



Robby Gubee 2018

Julienne Namata

Je suis encore sous le choc

Il existe des rencontres heureuses. D'autres sont plus tristes. Dans le couloir d'un hôtel de Yaoundé le 25 septembre dernier, la coïncidence met face à nous la veuve du sous-préfet de Batibo, Marcel Namata Diteng, enlevé le 11 février dernier par les sécessionnistes et assassiné plus tard. La blessure de la veuve est encore béante, mais elle a puisé de la force au fond d'elle pour s'exprimer et partant, s'affranchir de la douleur. Elle évoque ce jour triste, la longue et inutile attente, la consternation et la peine des enfants, l'abandon du gouvernement, les pistes de résolution de la crise anglophone et les rêves qu'elle nourrit, malgré tout. Entretien exclusif.



Par Guy Martial Tchinda

Pourquoi participez-vous aux 2^e Journées de la santé mentale ?

J'étais traumatisée c'est pourquoi je suis venue pour partager ma douloureuse expérience. Parler me libère. Mon époux, le sous-préfet de Batibo [Nord-Ouest, Ndlr] a été enlevé le 11 février dernier. Je suis enseignante, mère de quatre enfants biologiques et cinq autres dont je prends soin. Après l'enlèvement de mon époux, je suis partie de Batibo avec les enfants et actuellement, nous vivons à Yaoundé chez ma belle-sœur.

Quels sont les souvenirs que vous avez du jour où l'enlèvement s'est produit ?

Après la prière matinale ce jour-là, je suis allée à la cuisine pour les préparatifs de la réception des invités après la fête de la jeunesse. C'est alors que j'ai entendu des coups de feu. Subitement, je me suis dirigée vers la chambre pour dire à mon époux qu'il ordonne aux militaires, si jamais ce sont eux qui tiraient d'arrêter, car c'est un jour de fête et de tels actes peuvent apeurer la population.

Une fois dans la chambre, je n'ai pas trouvé mon mari. Je



me suis dit qu'il était dans la salle de bain or, il n'y était pas. Lorsque j'ai demandé aux quatre gendarmes qui gardaient la maison, ils m'ont dit qu'il est sorti avec son chauffeur. 10 minutes plus tard, ma fille vient me montrer des vidéos qui présentaient mon époux en brousse vêtu d'un pantalon et d'un donjon. Jusque-là je n'y croyais pas parce que je croyais mon mari à la maison. Je suis retournée dans la chambre et je me suis rendu compte que le vêtement que je voyais dans la vidéo était absent de la penderie. A l'instant, j'ai compris que mon mari avait été enlevé. Entre-temps, je recevais des coups de fil des proches qui me disaient qu'ils avaient eu vent de l'information selon laquelle le sous-préfet de Batibo a été enlevé. Voilà ce qu'il s'est passé.

Lorsque vous réalisez que ces images sont réelles, comment réagissez-vous ?

Quand j'ai vu les images, - c'est vrai qu'elles m'ont données la chair de poule - mais je n'avais pas vraiment peur à cet instant. Je me suis demandé comment mon époux peut se retrouver dans la brousse dans de telles circonstances. J'étais choquée mais je me disais que dans la soirée, il allait rentrer à la maison, je priais seulement que Dieu le ramène par tous les moyens. Quand la première journée est passée et que le jour d'après est arrivé, j'ai compris que c'était inquiétant.

J'ai commencé à pleurer et à contacter les gens. J'ai appelé

le lieutenant qui m'a dit qu'il n'était pas avec mon époux. Il m'a fait comprendre qu'il avait été enlevé par des hommes armés non identifiés. J'ai également contacté le gouverneur [Adolphe Lele Lafrrique, ndlr] et le préfet. Nous-mêmes en tant que civils, on ne pouvait rien faire.

Et comment les enfants ont accueilli la nouvelle ?

Avant même que je ne leur dise, puisque c'est la génération androïde, ils étaient déjà au courant. Ils m'appelaient même pour me demander si c'était vraiment lui (le sous-préfet de Batibo, Ndlr). Et moi j'ai juste confirmé. A l'instant, ils n'ont eu aucune émotion particulière. C'est après un moment qu'ils se sont rendu compte que leur père n'était plus là. Ce n'était pas facile. Difficile de discuter à la maison. La tristesse nous a envahis. Tout le monde qui pouvait nous apporter un soutien nous disait juste que c'est un problème compliqué. Personne ne disait rien qui puisse nous consoler.

Qu'en est-il de la famille ?

Les membres de la famille m'ont demandé comment les faits se sont déroulés mais, comme je n'avais aucune idée de la manière dont il a été enlevé, je ne pouvais pas les renseigner. J'ai néanmoins dit que j'avais appris la nouvelle de la même manière qu'eux, sur les réseaux sociaux.

Y a-t-il eu une mobilisation particulière de votre famille et de celle de votre mari pour organiser les recherches ?

Oui. Nous nous sommes réunis. On a essayé de le retrouver

mais on ne savait pas par où commencer les recherches parce que tout le monde dans le coin avait peur. On ne savait pas quand les gens-là [les sécessionnistes, Ndlr] pouvaient lancer une attaque. Personne ne se baladait. Tout était fermé, les gens ne sortaient pas de leur maison.

Quelqu'un vous a-t-il contacté pendant sa captivité pour demander une rançon ?

Non. Jamais personne ne m'a appelé. Même pas pour me donner des nouvelles, encore moins pour demander quoi que ce soit.

Par quel canal avez-vous appris qu'il a été assassiné ?

C'est dans le document comportant le Plan d'assistance humanitaire d'urgence mis en place par le gouvernement pour assister les victimes de la crise que j'ai appris qu'il avait été enlevé et assassiné. Je suis restée avec cette nouvelle pendant deux jours, je n'y croyais toujours pas. Je me suis dit que ce sont de fausses nouvelles qu'on poste souvent dans les réseaux sociaux. Plus tard, un discours que donnait le Premier ministre à la Cameroon Radio Television (CRTV) à propos de ce document m'a sortie de mon rêve, et j'ai compris que c'était un document officiel. C'est alors que je me suis rendu chez le ministre de l'Administration territoriale, qui m'a confirmé la disparition de mon mari.

Qu'avez-vous fait après l'annonce de son décès ?

J'étais vraiment embarrassée et choquée. Je pleurais et je n'arrivais pas à me tenir debout. Je ne pouvais même pas parler. Je voulais bien lui [Minat, Ndlr] dire des choses mais les mots ne sortaient pas. J'ai pris un stylo et un papier pour écrire mais il m'a demandé de faire un effort pour parler. J'étais remplie de peine et finalement je suis partie de là sans dire mot. Toutefois, je lui ai fait comprendre que jusqu'à ce que je vois le corps de mon époux, je ne pouvais croire à son décès. Peut-être s'est-il échappé des mains de ses ravisseurs et qu'il va rentrer à la maison.

On imagine que cette perte a affecté votre état de santé...

Oui. Cela a beaucoup affecté ma santé parce que parfois, j'ai des maux de tête, je n'arrive pas à dormir, j'ai même aussi des pertes de mémoire. Il y a des moments où je suis très silencieuse et ça inquiète les enfants. Il m'arrive d'être très agressive. J'ai parfois aussi envie de me défouler.

Au regard de tout ceci, avec le temps, je me suis rendue à l'hôpital Jamot et on m'a fait comprendre que c'était un début de problèmes de santé mentale. Ils ont commencé une psychothérapie et des médicaments. C'est tout ça qui m'a rétablie. Moi-même je me suis convaincue à rejeter tout mal-être et à être forte pour mes enfants.

Qui prend en charge votre famille et les frais de votre traitement à l'Hôpital Jamot ?

Moi seule. Mon salaire passe. Après l'enlèvement de mon époux, ce n'était plus facile pour moi. Quand je me couche, mon époux n'est pas là, au réveil, il n'y a personne avec qui

discuter. Avec les neuf enfants, ce n'était vraiment pas facile. La nutrition à elle-seule coûte cher. Je devais m'occuper de tout alors que c'est mon époux qui s'occupait des grandes charges. Moi, je l'assistais juste. La vie était devenue misérable.

Je me suis alors dit qu'il fallait engager les enfants dans les petites activités pour leur permettre d'oublier progressivement l'absence de leur père.

Comment gérez-vous la maison avec toutes ces charges ?

J'ai donné une somme d'argent à chaque enfant pour qu'il trouve de quoi s'occuper. Il y en a qui font des beignets et déposent dans des boutiques tandis que les autres vendent des bonbons en classe en cachette. J'ai aussi fait un poulailler pour les garçons, afin que toutes les charges ne tombent pas sur moi seule.

Quels âges ont-ils ?

J'ai des enfants de 24 ans, 18 ans. Le plus petit a huit ans. Ajoutés à eux, les enfants de ma belle-famille. Le petit capital que j'ai donné à chacun d'eux fait que lorsqu'ils ont besoin du crédit de communication dans leur téléphone, des stylos, ou un petit cahier, ils agissent sans toujours compter sur moi. J'ai deux enfants qui ont déjà fini leurs études à l'Université de Buea et à l'Université de Yaoundé II-Soa. Aujourd'hui, ils cherchent du travail. Le ministre de l'Administration territoriale a promis de faire quelque chose dans ce sens, on attend.

Depuis que le sous-préfet a été assassiné, êtes-vous encore allée à Batibo ?

J'y suis allée une fois pour récupérer certaines affaires mais, comme je n'avais pas une grande voiture, pour tout enlever, j'ai laissé certaines choses. Depuis ce temps, je n'y suis plus allée parce que toute la population est en train de fuir.

Depuis quand êtes-vous à Yaoundé et à quoi vous oc-

cupez-vous ?

J'ai rallié Yaoundé il y a huit mois déjà, où nous vivons chez ma belle-sœur. La maison est petite mais on gère avec parce qu'il n'y a pas mieux. A la maison, on cause comme toute famille mais il y a des moments de grand silence pendant lesquels on pense encore à la disparition du père. Donc la maison est partagée entre la tristesse et la joie. Tout le monde est encore sous le choc. Depuis le 11 février, je n'enseigne plus parce que je n'ai pas encore recouvré le moral. Je ne peux pas me tenir devant les élèves pour leur donner cours.

Quel message lancez-vous pour le retour de la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ?

C'est une question difficile car je sais que le gouvernement a essayé de renforcer la sécurité mais, jusque-là, j'entends toujours parler de kidnapping, des coups de feu et des affrontements. Les populations courent par-ci par-là parce que les « *Ambazoniens* » et les militaires se tirent dessus. Je pense que Dieu seul peut trouver la solution à ce problème. Parce qu'on a l'impression que les efforts du gouvernement n'ont pas encore pu apporter une véritable solution. Le Nord-Ouest et le Sud-Ouest se vident. Les déplacés vont trouver refuge à Yaoundé, Douala, Bafoussam... il faut peut-être que le président de la République parle. Je suis de l'avis de ceux qui disent qu'à défaut de descendre là-bas [Sud-Ouest ou Nord-Ouest, Ndlr], il peut faire un discours même à la télévision pour faire au moins des promesses, une solution à long terme peut être trouvée.

Qu'espérez-vous du gouvernement aujourd'hui en termes de soutien ?

Mon mari avait le projet d'ouvrir une école. Si le gouvernement peut construire une école pour moi, au moins, je comprendrai qu'un de ses vœux s'est réalisé et cela peut me donner un peu de paix dans le cœur. Je sais que cette école peut m'aider à m'en sortir pour le reste de ma vie.



Le Nord-Ouest et le Sud-Ouest se vident. Les déplacés vont trouver refuge à Yaoundé, Douala, Bafoussam... il faut peut-être que le président de la République parle. Je suis de l'avis de ceux qui disent qu'à défaut de descendre là-bas, il peut faire un discours même à la télévision pour faire au moins des promesses, une solution à long terme peut être trouvée.

Extrême-Nord

L'affaire des 3000 forages qui attend Paul Biya

Un septennat plus tard, le candidat du Rdpc retourne à Maroua, où il avait annoncé un projet d'ouvrages d'adduction d'eau voué aux oubliettes.

 Par Wamba Sop

Un atelier s'est discrètement tenu le 4 juillet dernier à Yaoundé. Les participants à ladite rencontre ont procédé à une relecture de l'ensemble de la documentation du projet de construction de 3000 forages équipés de pompes à motricité volontaire dans la partie septentrionale du Cameroun, promesse faite par le chef de l'Etat en 2011 à Maroua, au cours du lancement de sa campagne électorale pour la présidentielle de 2011. Selon nos sources, cette séance de relecture a révélé des imperfections dans le montage du projet, à l'instar de l'absence d'informations sur l'étude d'impact environnemental et social, du coût unitaire très élevé retenu dans la structuration du projet (13 millions le forage contre 8 millions Fcfa pour les projets similaires exécutés dans le cadre du Bip), et l'inadéquation entre le type de projet et l'offre de financement proposées par les bailleurs de fonds.

De fait, en se rendant à Maroua, probablement demain (29 septembre), dans le cadre de la campagne électorale pour le compte de la présidentielle du 7 octobre prochain, cette fois-ci, le candidat du Rdpc n'aura pas dans le bilan qu'il s'appête à présenter aux populations des régions septentrionales du pays, une promesse qu'il leur a pourtant faite il y a sept ans. Puisque, selon nos sources, le programme spécial de réhabilitation et de construction de forages



Un forage dans l'Extrême-Nord.

d'eau potable dans le Septentrion, afin d'améliorer l'accès des populations à l'eau potable et mieux combattre les épidémies de choléra et autres maladies hydriques, ne sera finalement lancé qu'en 2019, dans le meilleur des cas, selon des indiscrétions glanées dans l'entourage de l'actuel ministre de l'Eau et de l'Energie.

Pourtant, après cinq ans d'attente infructueuse, l'espoir des populations des régions septentrionales de voir ce projet finalement prendre corps avait été ravivé à l'occasion du Forum « Investir au Cameroun, terre d'attractivités », organisé à Yaoundé en 2016. Ce d'autant qu'à l'occasion de

cette grand-messe de l'investissement au Cameroun, le gouvernement avait signé un Mémoire d'entente relatif à ce projet, avec un consortium d'entreprises formé par la société française Vergnet Hydro, deux sociétés chinoises et une Pme locale, apprend-on de sources proches du dossier. Cette avancée dans l'exécution du projet avait été confirmée en 2017, avec l'arrivée sur la table du gouvernement camerounais, d'une offre de financement de BPI France et de la Standard Chartered Bank, relative à ce projet d'adduction d'eau potable dans le Septentrion.

En attendant de voir l'intérêt que le candidat du Rdpc accordera à cette promesse non-tenu, en s'adressant aux populations du grand

Nord lors de son séjour à Maroua dans les tout prochains jours, les maladies hydriques demeurent parmi les affections les plus récurrentes dans les régions septentrionales du pays, dans lesquelles il n'est pas rare de voir les populations partager des points d'eau avec des animaux, du fait de la rareté de ce liquide vital. En plus de l'avancée inexorable du désert, phénomène qui réduit de plus en plus les ressources en eau déjà insuffisantes dans le Septentrion, des pertes en vies humaines sont enregistrées chaque année dans des puits artisanaux creusés par les populations en quête d'eau potable, coûte que vaille.

Jean Vivien Habyalimana

Il faut promouvoir l'éducation à la paix

Le président de l'Association internationale pour la paix et le développement en Afrique (Aipda) explique la nécessité d'encourager cette pratique.

 Par Blaise Djoukep

Pourquoi une formation pour la promotion de la paix au Cameroun ?

Notre organisation a pour mission de contribuer à la promotion de la paix à travers des formations et sensibilisation. Chaque 21 septembre, les Nations unies célèbrent la paix. Et cette année, le thème qui a été retenu est : «Droit à la paix». Nous nous sommes dit que le droit à la paix c'est aussi le droit à la santé, à la vie, à l'éducation... Nous devons comprendre que chacun a un rôle à jouer pour que la paix règne. Cela passe aussi par la promotion de l'éducation à la paix. Si la communication n'est pas efficace, la violence s'installe et provoque des inquiétudes et des troubles.

Après ces enseignements, comment comptez-vous vous déployer sur le terrain ?

Puisqu'on ne peut pas former tout le pays, pour un premier temps, nous avons formé des leaders qui vont nous représenter dans le cadre des formations et sensibilisations à la paix, à travers la communication non-violente, des médiations, des conciliations, etc. Apprendre à demander pardon



quand on a tort est important. Et les apprenants sont formés dans quatre modules.

Quel est le contenu de ces modules ?

Les apprenants sont initiés à bien communiquer avec autrui en cas de situation conflictuelle et doivent être capables de calmer les parties belligérantes. Par conséquent, ils doivent avoir des connaissances en analyse de conflit. Nous comptons former au moins une cinquantaine de jeunes. Mais, pour cette première session, compte tenu de notre budget limité, nous avons formé juste trente jeunes.

Sud-Ouest

Six civils et deux policiers tués

 Par Blaise Djoukep

Les sécessionnistes ont encore fait parler d'eux à Limbe, région du Sud-Ouest. Après une relative accalmie, ils ont attaqué, dans la soirée de mercredi, 26 septembre, le commissariat du 3e arrondissement situé au lieu dit « Mile 4 ». Au cours des échanges de coups de feu, deux éléments des forces du maintien de l'ordre (Fmo) sont mortellement atteints. Des sources parlent des inspecteurs de police Mbatang et Mbaillesseng. D'après les mêmes sources, une autre inspectrice, blessée par balle, réussira à prendre la fuite. Les séparatistes vont incendier le commissariat et emporter deux pistolets automatiques (Pa) avant de fondre dans la nature.

C'est la 2e attaque des sécessionnistes à Limbe, en l'espace de deux mois. Contrairement à Buea où elles sont récurrentes. C'est d'ailleurs à Buea que des personnes suspectées d'appartenir aux « ambazoniens » ont été abattues au petit matin du jeudi 27 septembre. L'embuscade a été tendue par les hommes en tenue aux environs de 4h du matin. « Les six personnes abattues à Buea Town étaient suspectées et suivies depuis plusieurs jours par les forces de sécurité et de défense. Elles avaient l'habitude de consommer du chanvre indien et de jouer aux cartes à des heures indues », précise notre source.



Agenda

Aujourd'hui

- Dès 08h, le candidat du Social Democratic Front (SDF), Joshua Osih, présente son projet de société aux Camerounais résidant à Ndjamena au Tchad.

- Le candidat du Front populaire pour le développement (Fpd), Akere Tabeng Muna, est attendu dans le département du Ndé, région de l'Ouest.

- Maurice Kamto du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), décline également son projet de société à Maroua, région de l'Extrême-Nord.

Demain

- Les localités de Mokolo dans la région de l'Extrême-Nord, accueilleront le candidat du SDF, Joshua Osih, à 08h 30.

- Akere Tabeng Muna du Fpd ira battre campagne entre 08h et 09h, à Makéné, dans le département du Mbam-et-Inoubou, région du Centre.

Bon à savoir

Les listes électorales (I)

« L'inscription sur les listes électorales est un droit. Elle se fait par les soins des démembrements territoriaux de Elections Cameroon, en relation avec les commissions mixtes compétentes » (article 71 du code électoral). « Les listes électorales sont établies et tenues au niveau de chaque commune. Une liste électorale est également établie pour chaque bureau de vote » (article 70, alinéa 1). « Les listes électorales sont établies par ordre alphabétique ». « Il est délivré à chaque électeur nouvellement inscrit un récépissé portant la date, le lieu et le numéro d'inscription ». « Le récépissé [...] sert exclusivement aux réclamations relatives aux opérations d'inscription sur les listes électorales. Il ne peut en aucun cas remplacer la carte d'électeur ». « Figurent sur la liste (électorale, Ndlr), les noms, prénoms, date et lieu de naissance, profession, domicile ou résidence de chaque électeur » (alinéas 2, 3, 4 et 5 du même article).

Verbatim

« Mes chers compatriotes, mes frères et sœurs, le 07 octobre 2018, vous devrez choisir un nouveau président. Je fais partie des neuf prétendants à ce choix décisif que vous allez opérer. Il est décisif, parce que nous sommes à la croisée des chemins. Nous avons le choix entre un président sortant qui a atteint la maturité et l'hyper maturité de l'âge et qui présente à n'en point douter, des signes de fatigue et d'essoufflement ; et un autre à la fleur de l'âge, pétri d'envie, de volonté, d'amour pour sa patrie. Vous devez décider quel est le choix le plus conséquent. Vous allez en décider. Mais moi je vais vous convaincre de ce que je suis ce choix-là ».

CABRAL LIBII À L'ÉMISSION « FACE AUX ÉLECTEURS » DE CANAL 2, LE 25 SEPTEMBRE DERNIER.

Equipe de production

Coordination

Jean De Dieu Bidias

Reporters permanents

Florentin Ndatewou, Jenner Onana, Jean-Christophe Ongagna, Perrine Masso, Cyril Marcel Essissima, Tatiana Ngnombouwo, Guy Martial Tchinda

Montage et Infographie

Valentin Essimi Tsanga

En friche

Enquête

Les Camerounais reprennent-ils goût à la politique ?

L'on observe un déferlement populaire autour des meetings, qui rappelle l'élection historique de 1992.



Par Jean De Dieu Bidias

Le kick-off de la campagne électorale officielle en vue de la présidentielle du 07 octobre prochain a été donné le samedi, 22 septembre dernier. Au Palais des congrès de Yaoundé, ce même jour, Akere Muna, candidat investi par le Front populaire pour le développement (Fpd), mobilise plus de 3000 personnes – selon son équipe de campagne – pour son meeting à l'américaine qui dure environ huit heures d'horloge. Le même jour, à Douala, le candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), Maurice Kamto, provoque une marée humaine au quartier Bonabéri. Dimanche 23 septembre, au stade de la cité Cicam (Cotonnière industrielle du Cameroun), toujours dans la capitale économique, un autre candidat de l'opposition, Cabral Libii du parti Univers en l'occurrence, fait une démonstration de force en mobilisant plus 10.000 personnes qu'il présente comme ses militants. Le lendemain, lundi 24 septembre, sur le même site, Frankline Afanwi Ndifor, investi par le Mouvement citoyen national du Cameroun (Mcn), réussit un méga-meeting devant une foule surexcitée qui scande à tue-tête : « Ndifor for President ! ». Serge Espoir Matomba du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs) ne mobilise pas moins. Ces quatre candidats partagent un point commun : ils briguent tous pour la première fois la Présidence et bousculent les codes en termes de capacité de mobilisation. Sur l'ensemble du territoire, leurs meetings se suivent et se ressemblent.

Depuis l'élection présidentielle historique de 1992, seuls le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) de Paul Biya, le Social Democratic Front (SDF) de Ni John Fru Ndi et l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp) dans une moindre mesure, pouvaient rassembler 10.000 personnes à la même heure et au même endroit. Les deux premiers partis ont conservé cet acquis qu'ils semblent d'ailleurs consolider à l'occa-



Le méga-meeting de Cabral Libii à Douala.

sion de la campagne électorale qui bat son plein. Cela s'est vu à Sangmélima et Ebolowa, le 25 septembre dernier lors du lancement de la campagne de Paul Biya dans la région du Sud. A l'aune du déferlement populaire qui caractérise la campagne électorale en cours, on est tenté de dire que la politique a retrouvé une place de choix dans le cœur des Camerounais. « A mon avis, cela relève encore de la logique du folklore et du voyeurisme. Parce que, si l'intérêt pour la politique était profond, il se serait au préalable traduit par une forte mobilisation pour aller s'inscrire sur les listes électorales. Il se serait également manifesté par la demande d'une plus grande structuration de l'offre politique : nous voulons discuter directement avec vous sur vos offres pour nous montrer en quoi est-ce qu'elles sont pertinentes », explique le politologue Mathias Eric Owona Nguini. Selon Elections Cameroon (ElecCam), 6,5 millions de personnes sont inscrites sur les listes électorales. Si la stature des candidats à la présidentielle de 2018 est pour beaucoup dans la forte mobilisation que l'on observe, le taux de participation au scrutin du 07 octobre sera un indicateur de taille pour savoir si les Camerounais sont réenchantés par la politique ou non.

Décryptage

Max Zachée Mbida Onambele

Le peuple est maître de ses émotions

Le politologue explique la frénésie générée lors des meetings par les candidats en lice pour le scrutin du 07 octobre prochain.



Par Jean-Christophe Ongagna

Au regard de la forte mobilisation et l'affluence dans les meetings de certains candidats en lice pour le scrutin présidentiel du 07 octobre prochain, peut-on dire que les Camerounais ont repris goût à la politique ?

Le comportement de l'acteur politique notamment en période électorale et précisément l'engouement pour les rassemblements tels que les meetings politiques, peut s'expliquer soit en raison de l'adhésion marquée dans la durée aux idéaux du parti ou du personnage en compétition ; soit par l'attrait du neuf ; soit alors par simple curiosité. Au regard de cette catégorisation, on pourrait dire que les Camerounais ont repris goût à la politique.

Est-ce la stature des candidats en lice qui crée ce réenchantement ?

La campagne électorale en cours pour l'élection du 07 octobre prochain est remarquable par l'engouement des masses pour les meetings politiques. Les rencontres courues, comme ce fut le cas avec Cabral Libii et Frankline Afanwi Ndifor, au Stade Cicam à Douala, démontrent effectivement un regain d'intérêt du peuple pour la politique. Il est en effet tentant d'en conclure qu'il se produit un réenchantement des Camerounais pour la politique et que la personnalité, et peut-être les projets des candidats, sont la rai-

son de cette résurrection de l'intérêt pour les débats et joutes politiques. On serait même tenter d'avancer que la stature des candidats est plus un prétexte qu'un stimulus à ce réenchantement. En somme, depuis la convocation du corps électoral, le peuple est resté maître de ses émotions.

Y a-t-il un distinguo à établir entre les militants et sympathisants engagés, et ceux qui seraient là juste pour « gonfler » les rangs lors des meetings ?

Cette distinction est pertinente, parce qu'effectivement, elle permet de mesurer la capacité de mobilisation et les chances de chaque candidat. Les militants appartiennent au parti et forment son âme vivante. Ce sont eux qui offrent le premier palier des suffrages à chaque candidat. Les sympathisants engagés peuvent être classés dans la catégorie de ce qu'on appelle les indécis. Cette frilosité et cette frivolité les constituent en un vivier de potentialités à conquérir. Il y a enfin, ces « passagers clandestins » dont la fonction duale est autant de valorisation de l'image par leur nombre et le vacarme qu'ils produisent mais également de corruption car, leur présence peut s'avérer pernicieuse dans le sens où le candidat qui s'y attache, se leurre facilement en investissant dans un mirage électoral.





Le Directeur Général de **SAHAM Cameroun**, compagnie d'assurance, invite les victimes ci-dessous, à bien vouloir se présenter à la Direction sise à 34, rue Dinde Bonanjo. Effet immédiat.

N° DOSSIER	Date Surv	LIEU ACCIDENT	ASSURE	CHAUFFEUR	IMMAT	VICTIMES
1112/2012/20553	05/12/2012	BN N°3 DOULA-JIMBE	TCHINDA CHRISTIN DUBOIS	AGUE JEAN CLAUDE	OU 801 AJ	NEONSANG BERTRAND FONOU JEAN MARIE ANGURISA MARIE
1111/2014/20775	30/06/2014	VAGLI NDE-NIMWEN	MATO FABI	TOANA	CT 720 DJ	MANGA ICHINA AVOUBA DANON OYONS ABIGUIE THOMAS
2274/2015/20204	12/04/2015	BN N°5 "AVANTON"	ALOGI FINANCE LOCATAIRE PAT SAUL	NGABA NICOLAS	LT 280 BT	EYENGIJE NDJOM ABELIN DETO Orelin NDJISTE EWANG TOUMA Herman FADEU TCHAMOUNA François SAMOE ZEPH NGARDO Franck DIOUJE Michel NDISSO Marie A.D. DJIMASS Jean-Jacques A.D. NDOU BENGA A.D. NRENG EUGENE A.D. NGOUETTE Modeste A.D. NGING NDOMMANG Njane A.D. DIOT Stéphane A.D. AVAN AVAN Georges
1112/2013/27508	12/10/2013	MARINIQUE N°1	TOYEM JEAN	SOB TATEREK ENMAMEL	MA 157 AJ	NGOJO ROSE ANTOINE TIMBERIC MUDOH TCHINDA CLOTILDE EDOUARD NANG MATHIEU NGUENFANG SEDAR TOMAS BETA MOISE TSAPACI ESANG SELAMBI MUEITE COLETTE FONOU JEAN FRANCOIS
2247/2014/20137	27/08/2014	BREMIRE FORTE COTIC GARDUJA	CARGOS SARL	SOULEHMANOU	CE 501 DJ	VALERIA ALBERT YANGANG RAYON MATTHEU
1111/2017/20000	25/02/2017	LOGBABA DEPUT DE BOIS	ATLANTIC INGENIUS	NGOMBWE GUSTAVE	LT 450 EJ	MENSI JE (VANT) IBRAHIMA ANTHOU BAKRY
1110/2017/20004	01/10/2017	ENTREE MIN CITE NGOU - SAEDKO	NGUENFANG WANSI MATHEU	NGUENFANG WANSI MATHEU	LT 445 JL	BOUENE CHRISOS
2274/2015/20204	12/04/2015	BN N°5 "AVANTON"	FON SAOBI	EMME ROBERT	SW 149 AM	ELISSA
2274/2015/20204	06/04/2015	451-NANANG NANGANGHE (BOU) BOUAKH	BOUAKH NGERE	NGERAK JEAN CLAUDE	ET 301 I	NGUENFANG FRANCIS NGUENFANG JEAN TOUSSANT FANG SWITHEU ABRE NGUENFANG NGA DIE MATTHEU MANGO ANDRE DERR CHRISS NGUENFANG WAFANG NGUENFANG MARIKA TIEUJE ANTOINE
1111/2017/20000	01/05/2017	MAROUFI	NEOR MOUTIN/ABRE	FANGS EUGENNE	ET 207 CS	DEKABA ETOU OLIVIER NGANGET CLAUDE MOUNDO JOSEPH MOUTIN MOUTIN ABRE
1110/2017/20005	16/05/2017	MAROUFI	FRENS	NGOUNGOUNG ANTOINE	ET 301 EJ	FANGS WAFANG DERR CHRISS FANGS EUGENE WELANG NGOUNGOUNG ANTOINE MOUNDO JOSEPH FANGS WAFANG MOUNDO JOSEPH MOUNDO JOSEPH MOUNDO JOSEPH A.D. NGOUNGOUNG ANTOINE A.D. NGOUNGOUNG ANTOINE A.D. NGOUNGOUNG ANTOINE

Personnes à contacter :
Mlle PATE Linda : 694 42 91 96 , **M. TIHATI Bertrand** : 699 50 55 03.

SAHAM Assurance Cameroun - Société Anonyme avec Conseil d'Administration - Entreprise régie par le code des assurances CIMA
 Au capital de 4.000.000.000FCFA entièrement libéré.
 N°Contribuable M0786000056725 - RCCM Douala N° 001786 Siège Social : 34 rue Dinde Bonanjo
 BP 12125 Douala - Cameroun - Tél: (237) 233 50 25 00/01 - Fax: (237) 233 42 47 27
www.sahamassurance.cm



Le Directeur Général de **SAHAM Cameroun**, compagnie d'assurance, invite les victimes ci-dessous, à bien vouloir se présenter à la Direction sise à 34, rue Dinde Bonanjo. Effet immédiat.

N° DOSSIER	Date Sinis	LIEU ACCIDENT	ASSURÉ	CHAUFFEUR	INMAT	VICTIMES
1110/2011/04573	24/09/2011	LOGON / BMT	TRACOS	KAMA SAHOMON	ET 603 JM	MOUT MELANIE MATEU HENRI GANE LAURENT MBOUZI ZILESTIN
1120/2015/00004	28/11/2015	BAPE D'EDOUARD ADE SAHA BAPU OSAM	PONSAPE ESTIMATE	PONSAPE BRUNANT	CE 537 DV	NDON TITOU AGBER GISCARD
1131/2017/00007	25/12/2017	VALLEE SAHITI / OMAS	ATANG JEAN LAURENT	TOUDOUA NANSUE	ET 100 FD	KAMBA STELLA NAMA OUM MALIS LEE NAMA PAT ACE TOSSO OSE BANDA KAMDEM MARIE GABRIELE
1100/2017/00108	24/09/2017	WAKOU / KEMPA	FAPPEY SAM	IKEMAYI RICE	ET 990 JM	LONGUE NOU MOU HEDOUK FRIE YETNA MOU HEDOUK FATOU BREINE MOU LAUD ADELIN TOGAM MAURICE TALLER EUGENE HENRI KOHIN MAMOT S KAMBA NOUNOU MOU MAURENE
1110/2015/00004	28/07/2015	AU CARREFOUR WASSA FACE TRADER	ETOUNI TELI	O ETIYOU CHESEM	ET 606 DS	KAMBA NOUNOU MOU MAURENE
1112/2017/00013	17/02/2017	WABOUZOU ENTRESE COLLEGE TELI / MEVA	TOSSOYA GANZEN JEAN	ATONA ESOUMBA ARISTIDE	NO 075 RI	
1110/2015/00008	28/05/2015	zone portuaire (ex. complexe)	VOELI OCATHANT TRANSCO INTERNATIONAL	VOELI ISARISA OHELEORNE	ET 980 QM	SOPHIE DUM THIERI
1114/2014/00001	23/08/2014	BANOUA QUARTIER BASSOU	MANGATCHO BEATRICE	MBALI YENOLEE	SW 003 AT	MARANGWOU MICHAMON BANDOU MOUSSA ESCEA MOULAPON CLAUDE DIEBIA MIRELE FLORE MIRAOU FRIEDR MIRAOU SAHOUN CHARMOU TOUJE FALLUME MOULIERGAMAMBIEU
1111/2015/03000	11/09/2010	WAPOULE	SLEFEY OCHYDET	DEU TOA MOUS	ET 076 DF	
1112/2015/00004	28/04/2015	WABOUZOU PHARMACE BNDAM	CHEUR HENRI AFRICAIN	CHEUR ESTERNE APPROQUATE	DU 945 RI	ROGUE TATE VALERIE KAMBA STELLA REBE KAMBA ESTERNE MOUNOUK KAMBA ESTERNE MOUNOUK SAPE DON NICE G MOU ANTOINETTE A TATAMBOI HENRI
1131/2017/00007	25/12/2017	VALLEE SAHITI / OMAS	ATANG JEAN LAURENT	TOUDOUA NANSUE	ET 100 FD	KAMBA STELLA NAMA OUM MALIS LEE NAMA PAT ACE TOSSO OSE BANDA KAMDEM MARIE GABRIELE

Personnes à contacter :
Mlle PATE Linda : 694 42 91 96 , **M. TIHATI Bertrand** : 699 50 55 03

SAHAM Assurance Cameroun - Société Anonyme avec Conseil d'Administration - Entreprise régie par le code des assurances CIMA
 Au capital de 4.000.000.000FCFA entièrement libéré.
 N°Contribuable M0786000056725 - RCCM Douala N° 001786 Siège Social : 34 rue Dinde Bonanjo
 BP 12125 Douala - Cameroun - Tél: (237) 233 50 25 00/01 - Fax: (237) 233 42 47 27
www.sahamassurance.cm



Zoom

Présidentielle 2018

Campagne électorale timide à Yaoundé



Par Cyril Marcel Essissima (Stagiaire)

Contrairement aux autres grandes villes telles que Douala, Bafoussam ou Garoua, voire l'arrière-pays dont on a des échos, Yaoundé semble être un monde à part, presque une semaine après l'ouverture de la campagne électorale. En dehors de leurs affiches, les candidats au scrutin du 07 octobre prochain se font toujours désirer sur le terrain. Les caravanes de campagne qui parcourent les autres villes du Cameroun se font également rares par ici. Les « Yaoundéens » font montre d'une certaine indifférence, pour ne pas dire une indifférence certaine, malgré quelques meetings sporadiques tenus çà et là. Il y a plus important que ça, semble indiquer Fondjo. Assis dans un bar en compagnie d'un ami, hier 27 septembre au lieu-dit « Chapelle Obili », il estime que « *quelqu'un ne peut pas s'intéresser à la politique, alors même que ses enfants ne sont pas scolarisés* ». D'ailleurs, c'est une peine perdue. « *On s'en fout d'eux ! Tous ces candidats (de l'opposition, Ndlr) cherchent juste à se positionner. Chacun veut avoir sa part* », renchérit son compagnon.

Un avis qu'épouse Nadine. Déçue et résignée, cette trentenaire dit ne rien espérer du rendez-vous du 07 octobre. « *Il y a un jeune candidat que j'admire tellement. Mais après avoir appris certaines choses le concernant, ça m'a découragée. Je ne vais même pas voter, puisque je ne suis pas inscrite sur une liste électorale. Et puis, ça ne sert à rien car, on connaît déjà le vainqueur. Mais je ne dis pas* », parodie-t-elle dans un fou



Au marché de Mvog-Mbi.

rire avec sa collègue. Pas loin de là, Abraham Onomo relativise en voyant plutôt « *une question de centre d'intérêt* ». Et d'ajouter : « *on sait que c'est la campagne, mais ça n'exclut pas la recherche du gagne-pain. Les gens ont leur*

libre arbitre et vaquent à leurs occupations », croit-il savoir. Suivant la logique du « *qui peut le plus, peut le moins* », tout porte à croire que la capitale politique se réserve le meilleur pour la fin.

Sous-bois

Nkuete et consorts en renfort



Par Jean De Dieu Bidias

Le secrétaire général du comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), Jean Nkuete, a rendu public, le 26 septembre dernier, un planning des tournées des membres des membres de la commission nationale de supervision de la campagne de Paul Biya, qu'il préside. Celui-ci indique notamment que Grégoire Owona, vice-président de ladite commission, se rendra le 02 octobre prochain à Ngaoundéré, dans la région de l'Adamaoua, pour présider un meeting du parti. Jean Nkuete, lui-même, battra campagne à Bamenda, Bafoussam et Douala et Yaoundé, les 02, 03, 04 et 05 octobre prochain. René Sadi, Njoh Mouelle et Madeleine Tchuenta iront superviser d'autres meetings à Ebolowa, Garoua et Bertoua, respectivement. Dans une circulaire datée du 23 août dernier et adressée au secrétaire général du parti, aux membres du

bureau politique, aux présidents des instances de supervision et de coordination de la campagne électorale, etc., le président national du Rdpc, Paul Biya, donne à ces derniers un certain nombre d'orientations afin, non seulement de lui assurer « *une victoire éclatante et sans appel* » à l'élection présidentielle du 07 octobre prochain, « *mais aussi et partant* », lui permettre de « *continuer à œuvrer à la consolidation de la paix, de la stabilité et de la démocratie* » au Cameroun. « *Tout au long de la campagne électorale qui débutera bientôt, j'invite l'ensemble de nos militants et sympathisants à demeurer les farouches défenseurs de ces précieux acquis que sont la paix, l'unité, la stabilité et la démocratie, en allant à la rencontre de tous nos compatriotes, dans un esprit de saine compétition, tant il est vrai que pour nous, le combat politique ne saurait constituer un facteur de discorde et de division* », écrivait le Président sortant.

Regard sur le financement public de la campagne



Par Jean-Christophe Ongagna

« *L'aide publique au financement des partis* ». Cette problématique qui a fait les choux gras de la presse il y a quelques jours, est abordée dans une « *lettre ouverte* » de Justin Claver Fotsing, à l'attention des neuf candidats en lice pour le scrutin présidentiel du 07 octobre prochain ; lettre publiée sur son blog le 26 septembre dernier. Sur la base des dispositions du code électoral, le rédacteur de la missive questionne la répartition et l'évolution du financement public de la campagne électorale intervenues entre 2011 et 2018. Et pour lui, « *sauf mauvaise interprétation* », le code électoral qui a prévu les conditions de financement de la campagne électorale, « *[...] n'a ni précisé le montant à verser à chaque postulant à la magistrature suprême, ni le canevas de*

versement de la dite somme ». Par ailleurs, celui qui est également consultant, souligne d'un grand trait que l'article 277 (1) de la loi électorale qui dispose qu'une commission de contrôle « *habilitée à vérifier sur pièces que l'utilisation, par les partis politiques ou les candidats, des fonds à eux alloués est conforme à l'objet visé par la présente loi* », n'a jamais été créée, et qui plus est, « *aucun parti politique n'a dénoncé l'absence de cette commission avant d'aller à la caisse* ». De ce constat, jaillit une autre préoccupation toute aussi pertinente du blogueur : « *[...] comment comptez-vous (les neuf candidats, Ndlr) pendant la campagne électorale nous entretenir sur la déclaration de vos biens en accord avec l'article 66 de la Constitution ?* », s'interroge-t-il.



Les gens

René Bonono Bakota

L'expérience au service de la jeunesse

Avec un passif de deux décennies en politique, le porte-parole de Serge Espoir Matomba se révèle être l'un des atouts-majeurs de l'équipe de ce candidat.

 Par Jenner Onana (Stagiaire)

Il n'a que 37 ans, mais cumule déjà une vingtaine d'années d'expérience en politique. « J'ai commencé mon engagement il y a plus de 22 ans par le Forum national des jeunes », confie le porte-parole du candidat du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs), à l'élection présidentielle du 07 octobre prochain, René Bonono Bakota. Enseignant-chercheur, il apporte son expérience à Serge Espoir Matomba, âgé de 39 ans. Depuis le début de la campagne, l'ancien conseiller spécial de Milla Assouté apparaît aux côtés de son champion, sous un style à la « Donald Trump ». Costume sombre, cravate rouge, René Bonono Bakota soutient et défend bec et ongle, le projet de société de Serge Espoir Matomba. « La rénovation sociale est la motivation qui m'accroche le plus dans le projet. Je crois à l'éducation comme fondement de développement de

toute société », dit-il.

Outre l'éducation, le porte-parole du candidat du Purs, par ailleurs doctorant en management de l'éducation à l'Université de Yaoundé I, sait bien que la santé universelle, la sécurité, l'économie souveraine et la justice ; constituent les axes forts du projet de société de Serge Espoir Matomba et de son avis, ils sont indispensables pour le développement d'un Etat. Aux côtés du candidat dans le département du Mbam et Inoubou dans la région du Centre, René Bonono Bakota n'a lésiné sur aucun moyen pour mobiliser le maximum d'électeurs.

Originaire de la région du Centre, René Bonono Bakota est



président national du Rassemblement démocratique pour la modernité du Cameroun (Rdmc). Cet ancien membre actif de l'Association pour la défense des droits des étudiants du Cameroun (Addec), est marié et père de plusieurs enfants.

Sur le Net

Guéguerre

A qui insultera le mieux...

Dans des groupes sur les réseaux sociaux, l'heure est à des joutes virulentes entre sympathisants et militants des partis politiques.

 Par Marguerite Papana

On aurait dit une scène de la dernière bataille pour le pouvoir dans le thriller Le choc des titans. Du Hd (Haute définition) pur. Pas d'armes d'acier, encore moins d'épée, mais un combat de mots et de salive. Non, pas entre les candidats au scrutin du 07 octobre prochain, vous vous en doutez bien. Mais bel et bien entre des sympathisants et partisans des différents partis politiques en lice pour la présidentielle. Combat c'est combat. Tenez par exemple dans ce groupe d'anciens camarades d'un collège sur le réseau social WhatsApp, des joutes verbales vont des plus drôles aux plus virulentes.

Tout allait pourtant si bien en début de matinée du 26 septembre dernier. Il a suffi d'une publication pour que tout aille en vrille. « A la suite du passage de Cabral Libii sur Canal 2. Un savant maillage entre les bons vieux et les bons jeunes... alors on fait quoi des mauvais vieux, on les brûle ? Et les mauvais jeunes ? On en fait quoi ? Qu'est-ce qu'un bon vieux ? Qu'est-ce qu'un mauvais vieux ? Qui est donc Cabral pour décider que tel est bon ou mauvais ? Ne faut pas se laisser embobiner par ce charlatan prestidigitateur. Votons utile. Votons Mrc », écrit un pro-Kamto. Il n'en fallait pas plus pour mettre le feu aux poudres. « Chercher les poux sur la tête de l'adversaire est une stratégie maintenant ? », s'insurge un membre du groupe, apparemment sympathisant du parti Univers. « Supporte ton champion 'i will combat corruption'...cette campagne de dénigrement ne te fera pas grandir. Il te faut un peu de grandeur. Tu perds tes sens », lance, plus virulent, un autre internaute. S'en suit un jeu de ping-pong verbal. « Il est un carriériste



qui a eu sa fortune politique grâce à la magnanimité de Ahidjo », renchérit le protagoniste. Et sans transition, un pro-Biya déclare sa flamme. « Et le seul champion c'est... Biya », affirme-t-il tout joyeux. « Waaar le gars-ci, on te paie pour faire la campagne-là. Gars, calme-toi, les Camerounais ne sont pas fous ; nous tous on connaît le système de notre pays. Ça ne sert à rien de trop t'acharner à vouloir nous embrouiller », contre-attaque un anti-Biya. La lutte est chaude et acharnée. Ulcéré, l'un des administrateurs décide de se retirer du groupe du fait de ne pas voir son idéologie partagée par ses anciens camarades. Si vous doutiez du militantisme des Camerounais, vous êtes désormais servis. Dans tous les cas, « qu'importe l'issue du scrutin au soir du 7 octobre prochain, elle fera des mécontents », se moque un internaute.

Salade de campagne

Quand Ndam Njoya se réveillera...

 Par Le saladier*

« Est-ce que quelqu'un peut aller réveiller Ndam Njoya et lui dire que la campagne est lancée depuis samedi ? » Ce message fait le tour des réseaux sociaux depuis jeudi, provoquant au passage un concert de sarcasmes. Trêve de plaisanterie ! Il faut reconnaître que ce post contient quelques vérités implacables. C'est vrai, ça crève l'œil et l'oreille. Cinq jours après le lancement officiel de la campagne électorale, on n'a pas beaucoup vu le maire de Foumban, candidat naturel de l'Udc à l'élection présidentielle au Cameroun. Même pas chez lui à Foumban où les militants du Mrc et ceux du Sdf s'écharpent dans un combat à mort ! Au nez et à la barbe d'Adamou Ndam Njoya ! Que se passe-t-il ? Le vieux recule-t-il pour bien sauter ? Dans le sens « les enfants courent le matin, les vieux... » Une stratégie vieille comme les chemins, mais qui marche toujours. Même dans un contre-la-montre comme la campagne électorale ?

Maintenant, posons la bonne question. Et si le président de l'Udc était dépassé par les événements ? Hypothèse pas vraiment à exclure. Têtu comme une mule noire, il n'a pas cru bon de passer la main à la jeunesse comme le sage John Fru Ndi. Voilà qu'il a du mal à prendre ses marques dans un bestiaire politique renouvelé à près de 70%. Le plus jeune candidat a quand même 38 ans. Et le plus âgé... ? Souhaitons à Adamou Ndam Njoya de ne pas se réveiller trop tard, c'est-à-dire au matin du 7 octobre. Au risque de périr comme toute espèce qui ne s'adapte pas. On l'enseigne en botanique.



Sur le terrain

Campagne électorale

Serge Espoir Matomba porté en triomphe dans la Lekie



Par Jenner Onana (Stagiaire)

C'est à Bertoua dans la région de l'Est, que Serge Espoir Matomba est allé à la chasse de l'électorat hier 27 septembre. Le candidat du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs), a été accueilli en triomphe



Serge Matomba (en chemise blanche) à Ebebda.

par la population venue nombreuse à sa rencontre. A celle-ci, le Premier secrétaire du Purs a présenté la couleur de son bulletin de vote, sans toutefois manquer de prodiguer des conseils de vote. « *Votre message est clair, vous voulez le changement. Tous aux urnes le 07 Octobre pour valider le bulletin bleu* », a-t-il lancé à la population.

Le 26 septembre dernier, Serge Espoir Matomba était auprès de la population d'Ebebda, l'un des neuf arrondissements du département de la Lekie, dans la région du

Centre, en soirée. Le même jour un peu plus tôt en matinée, le candidat du Purs a bouclé sa campagne électorale dans le département du Mbam et Inoubou, région du Centre. Un accueil chaleureux lui a été réservé ; précisément dans les localités de Bafia, Nitoukou, Ndikinimeki, Makénéne et Bokito entre autres. Au cours de son séjour dans le Mbam et Inoubou, Serge Espoir Matomba a balisé le terrain. Qui nul doute, espère-t-il, lui conduira au palais de l'Unité, à l'issue du scrutin présidentiel du 07 octobre prochain.

Sud

Le Rdpc bat le rappel des troupes à Olamze



Par Guy-Roger Mvondo

C'est dans une allégresse marquée par un enthousiasme exaltant que la section Rdpc de la Vallée du Ntem 3 est entrée en campagne en faveur de la candidature de Paul Biya mercredi dernier à Olamze. Le méga meeting organisé au stade municipal de ladite cité aura été une véritable démonstration de force, symbole de la vitalité du parti du flambeau qui règne sans partage dans cette circonscription politique. Les militantes et militants venus de tous les confins de l'arrondissement, ont juré la main sur le cœur, de voter à 100% le champion du Rdpc le 7 octobre prochain. C'était à tout point de vue, le rassemblement le plus couru de ce parti depuis le lancement au niveau régional de la campagne il y a près d'une semaine à Ebolowa.

Au nom des élites de cette localité, Cyrille Edou Alo'o, directeur général du budget, qualifiera Paul Biya de candidat de la sagesse, de l'intelligence et de l'expérience. Les acquis du Renouveau dont le barrage hydroélectrique de Memve'ele constitue un fleuron remarquable, et la promotion des filles et fils de l'ensemble du département à des postes de responsabilité élevés, sont autant de bonnes raisons pour lesquelles le président Paul Biya doit rempiler, a-t-il indiqué. « *C'est un grand homme d'Etat, un visionnaire sage, éclairé et ex-*



Rdpc, des responsables rassurants.

périmenté que nous sommes tous appelés à élire le 7 octobre prochain », dira-t-il en substance. L'occasion a une fois de plus été donnée aux chefs traditionnels d'armer spirituellement et mentalement le Nnôm Nguui, leur guide suprême. Un rituel de transmission des forces transcendantes conduit par Sa majesté Assoumou Engo, viendra couronner en apothéose ce meeting qui a connu la présence entre autres, des cadres de l'Undp de Bello Bouba, un parti allié au Rdpc. La section Rdpc de la Vallée du Ntem 3 étant située à la lisière de la frontière avec la Guinée-Equatoriale, vigilance et diplomatie de proximité sont de mise en ce sens qu'Olamze s'appête à accueillir au même titre qu'Ambam et Kyé-Ossi, les Camerounais vivants dans ce pays et au Gabon, où il n'existe aucun bureau de vote pour l'élection attendue.

Mobilisation

Le Rdpc harangue les foules à Yaoundé



Par Florentin Ndatewou

Après avoir parcouru de moitié l'axe « *Boulevard du 20 mai* », à maintes reprises et en guise d'échauffement, sur les regards admiratifs de leurs congénères, les moto-taximen débutent le défilé. La marche tenue hier 27 septembre débute au « *Boulevard du 20 mai* » jusqu'à l'hôtel de ville de Yaoundé, en passant par le « *Carrefour Abbia* ». Suivant les pavés des étudiants, ces chauffeurs d'engins à deux roues offrent un défilé spectaculaire. Au son des klaxons à répétition et des pétarades, auxquelles viennent s'ajouter des cris de ralliement scandant « *Paul Biya ! Paul Biya ! [Notre] président, père de la nation, Paul Biya, toujours en avant* » ; le passage de ces derniers met la ville en émoi, au point où venus encadrer ladite marche, des policiers ne se privent pas d'immortaliser le moment avec leurs téléphones portables.

Rendus à l'esplanade de l'hôtel de ville de Yaoundé, les représentants des Associations des « *Bayam Sellam* », des sauveteurs, des jeunes du G-35 et des étudiants ; vont, à l'aide des sonorités musicales distillées par l'orchestre de l'Institut national de la jeunesse et des sports (Injs), présenter au ministre de l'Administration territoriale (Minat), Paul Atanga Nji, leurs



Les moto-taximen roulent pour le Rdpc.

motions de soutien. « *Considérant le décret du 22 novembre 2016, reconnaissant l'association des "Bayam Sellam" comme étant d'utilité publique, nous avons décidé d'accorder nos voix le 07 octobre, à papa Paul Biya, congélateur du petit producteur* », déclare sa présidente nationale, Marie Mballa Biloa.

En guise de réponse, le Minat va témoigner sa gratitude en promettant que le message sera transmis à qui de droit. « *Ce que j'ai trouvé très intéressant, c'est qu'ils (les différentes associations, Ndlr) n'ont pas seulement pris l'engagement politique, mais chacun d'eux a tenu à brandir sa carte d'électeur et sa Carte nationale d'identité. Cela veut dire qu'ils sont prêts pour le soutien du président* », se réjouit Paul Atanga Nji. Etaient également présents à cette cérémonie à l'hôtel de ville, Laurent Sergeres Etoundi Ngoa, Jean Claude Tsila, Gilbert Tsimi Evouna, Paul Eric Djomgoué et Jean Paul Mbia.

Douala

Akere Muna appelle au changement



Par Renaud Inang

Le candidat du Front populaire pour le développement (Fpd) à l'élection présidentielle du 07 octobre prochain, Akere Muna, arrive hier jeudi, à bord d'un bus brandé aux couleurs de son parti politique au stade Cicam, aux environs de 18h, pour son premier meeting de campagne à Douala. Vêtu d'une chemisette rayée assortie d'un pantalon Jean et des chaussures fermées de couleur noire, l'ancien bâtonnier, ovationné par de nombreux militants et sympathisants du Fpd, est conduit vers la scène, une dizaine de minutes plus tard, sous escorte du public. Dans une ambiance chargée d'émotions, il y rejoint l'artiste Longue Longue et les responsables de quelques formations politiques alliées au Fpd. On peut y voir, la présidente de l'Union des populations du Cameroun, Habiba Issa, le président du Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie (Manidem),



J'ai déclaré mes biens.

Dieudonné Yebga et bien d'autres. Dans sa prise de parole, le candidat relève les tares de l'actuel régime, avant de lancer l'appel au changement. Akere Muna en profite d'ailleurs pour dérouler sa vision politique au public. S'il est élu au terme de ce scrutin, Akere Muna entend améliorer les conditions de vie des citoyens. A côté de ses multiples promesses de changement, le candidat n'a pas manqué de lancer des coups de gueules à l'endroit de ses adversaires. « *Je déclare mes biens depuis 2005. Que ceux qui veulent diriger le Cameroun déclarent également leurs biens* », lance-t-il comme un défi. Avant Douala, Akere Muna était en campagne dans la région du Sud-Ouest dans la matinée.

Mora-Dabanga-Kousseri

Relier le Tchad à tout prix

Le Génie militaire assure la réhabilitation de cette importante route pour prévenir une éventuelle attaque du chantier par Boko Haram.

 Par Lucien Bodo

Deux membres du gouvernement face-à-face, les yeux dans les yeux, stylos en main, parapheurs sur la table. Le 05 avril 2017, Joseph Beti Assomo, ministre délégué à la présidence de la République chargé de la Défense et Emmanuel Nganou Djoumessi, ministre des Travaux publics, signent un accord-cadre de collaboration. Celui-ci porte sur la réhabilitation de l'axe Mora-Dabanga-Kousseri. Ce tronçon stratégique – principale voie terrestre entre le nord du Cameroun et le Tchad voisin – va bénéficier de l'expertise éprouvée et reconnue du Génie militaire.

Seulement, les 212 Km de route à remettre à neuf sont loin d'être une mince affaire. La région est en effet en proie à l'insécurité du fait de la présence de Boko Haram. Le chantier avait initialement été confié à deux entreprises chinoises, mais les travaux avaient dû être arrêtés et le contrat clôturé après le kidnapping d'ouvriers par les terroristes le 16 mai 2014. Ceux-ci avaient pu ensuite être libérés le 11 octobre de la même année. Les engins mécaniques ont heureusement recommencé à faire entendre le bruit de leurs moteurs le 1er mars 2018, date de la reprise des travaux par le Génie militaire. Ainsi, en plus de réhabiliter cet axe, l'armée va en assurer la sécurité.

La route Mora-Dabanga-Kousseri est portée par le Projet de facilitation des transports et du transit en zone Cemac (Commu-



Mora-Dabanga-Kousseri. Des engins du génie militaire en action.

nauté économique et monétaire de l'Afrique centrale). Elle est la section la plus critique du corridor reliant le Port de Douala à N'Djamena au Tchad. Le tronçon est constitué de trois sections : Kousseri-Maltam-Dabanga (72,5 Km), Dabanga-Ndinguina-Waza (70,5 Km) et Mora-Waza (62 Km). Celles-ci seront entièrement bitumées avec une couche de fondation de 25 Cm en grave concassé, une couche de base de 12 Cm en grave bitume et une couche de roulement de 5 Cm en béton bitumeux.

Un contournement de 7 Km de la ville de Kousseri est également prévu. Estimé à près de 70 milliards Fcfa, le projet est cofinancé par la Banque mondiale et le gouvernement camerounais.

La réalisation du chantier intègre aussi la construction de centres de santé, salles de classe, complexes sportifs, tables-bancs et forages. En outre, deux postes de pesage seront construits. Le délai d'exécution est de 24 mois.

Bilan

Le Bit au Cameroun en 2016 et 2017

Cette agence spécialisée des Nations Unies appuie l'Etat camerounais dans sa politique d'emploi décent.

 Par Lucien Bodo

En 2019, l'Organisation internationale du travail (Oit) célébrera son centenaire. 100 ans au service de la justice sociale et du travail décent dans le monde ! Le 19 septembre dernier à Yaoundé, le bureau de l'Oit au Cameroun – qui couvre aussi la Guinée Equatoriale et Sao Tomé et Principe – a entretenu la presse à ce propos. Les échanges ont aussi et surtout porté sur ses réalisations en Afrique centrale au cours du biennium 2016-2017. Ces données expliquées au public par un expert de l'Equipe technique d'appui au travail décent sont contenues dans un rapport de 36 pages.

L'avant-propos signé de Vera Lúcia Paquete-Perdigão, directrice du Bureau international du travail (Bit) à Yaoundé, indique que cette structure a accompagné les trois pays cités supra «sur la base des priorités des Programmes pays pour le travail décent et du programme et budget de l'Oit». Au Cameroun, l'action du Bit cadre avec le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce).

De ce fait, plusieurs départements ministériels ont bénéficié de l'accompagnement du Bit. Le ministère de l'Agriculture et du développement rural (Minader) a par exemple amélioré l'offre nationale de formation en entrepreneuriat au sein du sec-



teur agropastoral dans le cadre du Programme national de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes. Ce programme ambitionne de créer 5040 entreprises dirigées par de jeunes hommes et femmes dans huit filières agricoles.

L'employabilité de 138 jeunes a également pu être renforcée dans les métiers du Btp à travers le système d'emplois à haute intensité de main d'œuvre (Himo). Le Bit a pour cela travaillé avec le ministère des Travaux publics et le ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire. La méthode

Himo a été expérimentée dans le projet d'aménagement de la route Kumba-Mamfé avec la mise sur pied d'un chantier école. Par ailleurs, le Bit s'est investi dans la formalisation de l'économie informelle. Six études ont ainsi été conduites entre 2016 et 2017 en collaboration avec le ministère des Petites et moyennes entreprises, de l'Economie sociale et de l'Artisanat. Du reste, le Bit continue de militer pour la protection sociale, l'accès aux soins liés au Vih/Sida en milieu de travail, le dialogue social et la promotion de l'approche-genre. Il existe même une coopération avec le groupement inter-patronal du Cameroun pour faciliter l'insertion des femmes dans les activités économiques.

ANNONCE LEGALE –

Etude de Me TCHOUKEU Jules Raoul, Notaire au siège de la Cour d'Appel du Centre à Yaoundé, 1336, Rue Jean ABANDA-Essos (Montée Camp Sonel, à côté de la Station TOTAL), B.P. 1165 Yaoundé, Tél. : 222 23 04 87, Email : officenotarialtchoukeu@yahoo.com

LEHAS S.A (ex LEHAS SARL)

S.A avec Conseil d'Administration au capital de 100.000.000 F.CFA -Siège : Yaoundé B.P. : 5438, RCCM N° RC/YAE/2018/B/2747.

AUGMENTATION DU CAPITAL-TRANSFORMATION DE LA SOCIETE EN SA AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION ET TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Aux termes de divers actes reçus les 20/11/2017 et 06/09/2018 par Me TCHOUKEU Jules Raoul et Me Jean Jacques MOUKORY EYANGO, dûment enregistrés, il appert que : 1°) Le capital a été augmenté de 99.000.000 FCFA pour être porté de 1.000.000 F.CFA à 100.000.000 F.CFA; 2°) la société a été transformée en Société Anonyme avec Conseil d'Administration; 3°) le siège de la société a été transféré de Douala à Yaoundé B.P. :5438 ; 4°) Messieurs NANA BOUBA DJODA, MOHAMADOU NANA BOUBA, HAMIDOU NANA BOUBA et MASSOUD KAMAL, ont été désignés en qualité d'Administrateurs pour une durée de deux(02) ans ; 5°) Monsieur NANA BOUBA DJODA a été désigné en qualité de Président du Conseil d'Administration et Monsieur HAMIDOU NANA BOUBA en qualité de Directeur Général ;6°) Messieurs HASSANOU Ibrahim et André FOWE ont été désignés respectivement Commissaire aux Comptes Titulaire et Commissaire aux Comptes Suppléant pour une durée de deux (02) années ; 7°) Les statuts ont été mis en harmonie avec l'Acte Uniforme OHADA modifié le 30 Janvier 2014 relativement à la dématérialisation des valeurs mobilières et refondus en conséquence.

- Dépôt : Greffe du Tribunal de Première Instance de Douala-Ndokoti et de Yaoundé-Ekounou.

- Pour insertion, Me TCHOUKEU Jules Raoul, Notaire-



PRÉSIDENTIELLE 2018

La profession de

Electrices, Electeurs, Mes chers compatriotes,

Nous avons, jusqu'ici, engrangé de belles et grandes victoires qui font du Cameroun un pays aimé des siens et respecté par les autres. Il est un havre de paix et de prospérité qui suscite de nombreuses convoitises et jalousies se traduisant parfois par des poussées déstabilisatrices. Mais grâce à notre ferveur patriotique, nous avons toujours su faire face aux agressions dont notre pays est parfois victime.

Je propose qu'ensemble, dans la paix et dans l'unité, nous poursuivions le combat que nous menons depuis des années, pour un Cameroun moderne et démocratique. Conscient de mes responsabilités et de l'ampleur des défis qui nous attendent, je sollicite vos suffrages sur la base de dix principaux engagements qui guideront notre action commune au cours des sept prochaines années.

Je sollicite vos suffrages

POUR AMÉLIORER DAVANTAGE LES CONDITIONS DE VIE DE NOS COMPATRIOTES.

L'amélioration des conditions de vie des Camerounaises et des Camerounais sera mon principal objectif.

A cet effet,

- je m'engage à assurer l'accès équitable, à toutes et à tous, aux services sociaux de base, en particulier la santé, l'eau, l'électricité, l'éducation ;
- je m'engage à accélérer la mise en place d'une assurance de santé universelle ;
- je m'engage à assurer le relèvement du pouvoir d'achat ;
- je m'engage à multiplier les initiatives et les actions en vue de la réduction de la pauvreté ;
- je m'engage à assurer une répartition équitable du fruit de l'effort national de développement ;
- je m'engage à prendre en compte la croissance démographique dans l'élaboration des politiques publiques et dans la construction des infrastructures.

Je sollicite vos suffrages

POUR CONTINUER À CONSOLIDER LA PAIX.

La paix est le premier terme de la devise de notre pays. C'est aussi l'un de nos principaux défis. Face aux menaces récurrentes qui pèsent sur la paix, nous devons tout faire pour la préserver.

Pour cela,

- je m'engage à maintenir la paix sur l'ensemble du territoire national ;
- je m'engage à assurer la liberté de mouvement à chacune et à chacun sur toute l'étendue du territoire national ;
- je m'engage à faire de la paix une des valeurs de notre identité nationale ;
- je m'engage à consolider la paix dans les cœurs et dans les esprits en créant les conditions de développement de la culture de la paix à l'école et dans les familles ;
- je m'engage à assurer le fonctionnement harmonieux des institutions publiques afin de contribuer au bon exercice de la démocratie dans notre pays ;
- je m'engage à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes ;
- je m'engage à consolider la paix par le respect de l'intérêt général, par l'intensification des opportunités d'épanouissement politique, économique, social et culturel de tous ;
- je m'engage à renforcer la lutte contre l'intolérance, les injustices et toutes les formes de discrimination ;
- je m'engage à instituer diverses actions de reconnaissance nationale pour nos compatriotes qui œuvrent, de manière particulière, en faveur de la paix au Cameroun.

Je sollicite vos suffrages

POUR SAUVEGARDER L'UNITÉ NATIONALE ET L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE DE NOTRE PAYS.

Ma candidature est celle de l'affirmation de l'unité nationale dans la diversité.

Pour cette raison,

- je m'engage à assurer la mise en œuvre continue de la décentralisation dans un Cameroun uni et indivisible ;
- je m'engage à promouvoir davantage la connaissance et le respect des em-

blèmes nationaux ;

- je m'engage à continuer à garantir la diversité culturelle, ethnique, linguistique et confessionnelle, dans le respect de l'unité nationale ;
- je m'engage à veiller à la prise en compte des équilibres fondamentaux de notre unité nationale ;
- je m'engage à continuer de protéger jalousement nos frontières nationales et à les préserver.

Je sollicite vos suffrages

POUR ACCÉLÉRER NOTRE MARCHÉ VERS L'ÉMERGENCE DU CAMEROUN.

Nous devons atteindre l'émergence en stimulant notre développement économique et social afin de permettre à nos compatriotes de vivre dans un pays prospère et stable dont les générations actuelles et futures seront fières.

A cet égard,

- je m'engage à renforcer la lutte contre la corruption et le détournement des biens publics, ainsi que la moralisation des comportements ;
- je m'engage à poursuivre la transformation structurelle de notre économie ainsi que sa diversification et l'augmentation de sa productivité ;
- je m'engage à accélérer la réalisation des projets structurants de deuxième génération ;
- je m'engage à accélérer l'avènement de l'agriculture de deuxième génération par la facilitation de l'accès au crédit et le développement des chaînes de valeur agricoles ;
- je m'engage à protéger l'agriculture de subsistance ;
- je m'engage à développer l'exploitation rationnelle et durable des ressources de notre sol et sous-sol ;
- je m'engage à développer les industries de transformation locale de nos matières premières tout en respectant l'environnement ;
- je m'engage à promouvoir l'élevage et à assurer une organisation rationnelle de « l'économie bleue » à travers une meilleure maîtrise de la pêche et une exploitation appropriée des ressources halieutiques ;
- je m'engage à promouvoir l'aménagement des terres pour faciliter le développement agricole et industriel ;
- je m'engage à rendre l'accès au crédit plus fluide afin de renforcer le développement des activités de production ;
- je m'engage à poursuivre, en l'accélérant, le développement des infrastructures terrestres, ferroviaires, aériennes et fluviales dans une démarche de complémentarité ;
- je m'engage à améliorer l'incitation à l'investissement privé national et étranger ;
- je m'engage à apporter un soutien accru aux PME et PMI sous des formes variées et efficaces ;
- je m'engage à rechercher des solutions innovantes et adaptées à la contribution du secteur privé à l'effort de développement national en vue de l'émergence ;
- je m'engage à renforcer la professionnalisation des formations dans le système éducatif.

Je sollicite vos suffrages

POUR RENFORCER L'INNOVATION.

L'innovation est au cœur de notre projet d'accès à l'émergence, parce qu'elle génère la croissance et accroît la compétitivité.

C'est pourquoi,

- je m'engage à faire du Cameroun un pôle africain de référence dans l'économie numérique ;
- je m'engage à soutenir la recherche tant dans les institutions publiques que dans le secteur privé ;
- je m'engage à assurer la connexion équitable de toutes les régions aux technologies de l'information et de la communication ;
- je m'engage à mettre le numérique au service des grands secteurs pourvoyeurs d'emploi, ainsi que de tous les secteurs d'activité ;
- je m'engage à accélérer l'intégration des TIC dans l'ensemble du système éducatif ;

PRÉSIDENTIELLE 2018

foi de Paul BIYA



- je m'engage à accélérer l'appropriation des TIC par les institutions publiques en vue d'améliorer la gouvernance ;
- je m'engage à renforcer la protection de l'écosystème par la promotion de l'économie verte.

Je sollicite vos suffrages

POUR ACCROÎTRE LE RÔLE DES FEMMES ET DES JEUNES.

Mieux que par le passé, nous devons accorder aux femmes et aux jeunes une juste place dans la société, non seulement au regard de leur poids démographique, mais aussi en considération de l'énergie dont ils sont porteurs.

A cet effet,

- je m'engage à accélérer le processus d'institutionnalisation de la parité hommes-femmes ;
- je m'engage à renforcer la prise en compte des besoins des femmes et des jeunes dans les politiques publiques sectorielles ;
- je m'engage à améliorer le niveau de participation des femmes et des jeunes dans la vie politique, économique, sociale et culturelle ;
- je m'engage à assurer une meilleure planification de l'éducation et de l'apprentissage, compte tenu des nécessités du monde en mutation ;
- je m'engage à créer la catégorie « besoins des générations futures » dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

Je sollicite vos suffrages

POUR RENFORCER LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION.

En dépit des efforts accomplis pour faire de la lutte contre les exclusions un impératif de l'action publique, les performances réalisées restent encore perfectibles.

Pour cela,

- je m'engage à veiller à la prise en compte systématique des catégories vulnérables dans la mise en œuvre des politiques publiques et dans le fonctionnement des institutions ;
- je m'engage à renforcer le soutien des pouvoirs publics aux initiatives privées d'assistance aux groupes les plus défavorisés et aux franges de la population frappées de handicaps ;
- je m'engage à renforcer la lutte contre l'abandon d'enfants et l'encadrement de ceux de la rue ;
- je m'engage à assurer la stabilité des revenus des plus défavorisés ;
- je m'engage à renforcer davantage l'égalité de chances entre tous, sans discrimination fondée sur le sexe, la religion, la langue ou l'ethnie ;
- je m'engage à renforcer les ressources du département ministériel en charge des affaires sociales pour plus d'efficacité dans son action ;
- je m'engage à faciliter l'accès aux soins médicaux des malades atteints de pathologies rares ;
- je m'engage à améliorer les plateaux techniques des nombreuses formations sanitaires de notre pays et à favoriser un accès plus facile de toutes les catégories sociales à des soins de qualité.
- je m'engage à résorber les déséquilibres territoriaux, notamment en renforçant les opportunités d'épanouissement dans les zones rurales et périphériques, en mettant systématiquement en œuvre une politique nationale, en accélérant la création des conditions d'exploitation optimale des potentialités de développement de chaque localité.

Je sollicite vos suffrages

POUR APPORTER UN SOUTIEN ACCRU AUX ARTS, AUX SPORTS ET À LA CULTURE.

Les arts, les sports et la culture sont des facteurs incontournables de l'affirmation de l'identité nationale et de la réalisation de notre vivre-ensemble.

Ils constituent également un pôle non négligeable de production de richesse.

C'est pourquoi,

- je m'engage à renforcer le rôle du sport, de l'art et de la culture dans le rayonnement du Cameroun ;
- je m'engage à améliorer les conditions de consolidation de la compétitivité sportive nationale ;
- je m'engage à poursuivre la construction et la maintenance des infrastructures pour la pratique du sport de haut niveau et du sport pour tous ;

- je m'engage à mettre en place un statut de sportif de haut niveau ;
- je m'engage à valoriser systématiquement les cultures matérielles et immatérielles ;
- je m'engage à mettre les TIC au service des arts et de la culture ;
- je m'engage à promouvoir les industries culturelles locales ;
- je m'engage à renforcer le soutien à la promotion et à la valorisation des cultures locales ;
- je m'engage à renforcer la défense et la protection des œuvres et des droits des artistes ;
- je m'engage à améliorer la condition sociale des artistes ;
- je m'engage à veiller à l'affirmation de l'identité culturelle du Cameroun dans le monde.

Je sollicite vos suffrages

POUR CONSOLIDER LA PLACE DU CAMEROUN EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE.

Le Cameroun est un membre à part entière de la communauté internationale. Nous continuerons à agir de manière responsable pour l'avènement d'un monde plus juste et plus solidaire.

Pour cette raison,

- je m'engage à accentuer la participation du Cameroun à la réalisation des missions de l'Union Africaine ;
- je m'engage à respecter tous les engagements pris par notre pays en Afrique et dans le monde ;
- je m'engage à faire prendre des initiatives innovantes par le Cameroun dans la lutte contre le terrorisme, la lutte contre les changements climatiques, l'atteinte des Objectifs de Développement Durable ;
- je m'engage à défendre les intérêts du Cameroun en considération des contraintes de la mondialisation ;
- je m'engage à poursuivre les efforts de notre pays en vue de l'avènement d'une mondialisation à visage humain.

Je sollicite vos suffrages

POUR ASSURER LA DÉFENSE ET LE PROGRÈS DE NOTRE PATRIE.

Par la volonté du peuple camerounais, maintes fois exprimée, la patrie a toujours été au centre de mes préoccupations et de mon action. Aussi, je continuerai à me tenir résolument à son service.

A cet effet,

- je m'engage à continuer à servir mon pays sans rien ménager, pour le bien de chacune, de chacun et de tous ;
- je m'engage à promouvoir le devoir de solidarité et la fierté d'être Camerounais ;
- je m'engage à assurer la promotion de la citoyenneté de tous nos compatriotes de l'intérieur et de la diaspora ;
- je m'engage à intéresser et à associer davantage nos compatriotes de l'étranger à l'effort de construction nationale ;
- je m'engage à œuvrer au rassemblement patriotique de tous nos compatriotes, où qu'ils se trouvent, autour de notre drapeau, de notre hymne national et de la devise de notre pays.

Électrices, Électeurs,

Mes chers compatriotes,

Telle est ma profession de foi.

Tels sont mes principaux engagements pour les sept années à venir.

Le 7 octobre 2018, je compte sur votre vote massif pour me donner la légitimité de poursuivre l'œuvre exaltante de construction nationale que nous avons si bien commencée et que nous menons ensemble, courageusement, méthodiquement, avec, je crois, d'indéniables succès.

- Voter Paul Biya, c'est voter pour l'émergence du Cameroun !
- Voter Paul Biya, c'est voter pour la poursuite de la réalisation des grands projets structurants !
- Voter Paul Biya, c'est voter pour la paix et la sécurité nationale !
- Voter Paul Biya, c'est voter pour l'unité et la concorde nationales !
- Voter Paul Biya, c'est voter pour un Cameroun prospère, juste et équitable !



africure Pharmaceuticals is Recruiting !

We have a state of the art manufacturing facility with a range of over 17 products, which are **Made In Cameroon, By Cameroonians, For the Health of Cameroonians** and for Export. We are in the process of expanding our product range and in order to augment our manpower resources we have vacancies for the following posts for young dynamic and hardworking individuals.

Sales Managers

Pharmacy Graduates under 30 years and with 4-5 years of Pharmaceutical Sales Experience in reputed companies.

Medical Representatives

Graduates under 28 years and with min 2 years of Pharmaceutical selling experience.

Product Manager

Graduate with Marketing Qualifications, under 30 years and min 3 years of Pharmaceutical Product Management.

Market Research Executive

Graduate under 30 with 3-4 years of Market research in Pharmaceuticals

Stores Managers

Graduates under 32 years with 4-5 years of experience in FMCG/Large Distribution company and excellent Microsoft XL skills.

Administration Manager

Graduate under 40 years with 8-10 years of handling manpower and general administrative functions.

Technical Executives

Graduates under 30 with 3-4 years of Pharmaceutical experience in Production/Quality Control/Quality Assurance.

Other Requirements:

All candidates to be Cameroonian Citizens, Fluent in spoken and written English/French

Salary and Incentives : will match the candidates capability and will not be a limiting factor. Candidates meeting the above profiles must send their resumes with a scanned photograph to

info@africurepharma.com & vipin@africurepharma.com

additional info on the Africure group is available at www.africurepharma.com

africure Pharmaceuticals Recrute !

Est une société pharmaceutique de classe mondiale dotée d'une infrastructure à la pointe de la technologie avec une gamme de plus de 17 produits fabriqués au Cameroun, par des Camerounais, pour la santé des Camerounais et aussi pour l'exportation.

Nous envisageons élargir notre gamme de produit et suite à cela, nous avons ouverts des postes au sein de notre équipe pour les jeunes Camerounais dynamique et talentueux.

Responsables Commerciaux (Sales Manager)

Diplômés en Pharmacie, âgé(e)s de moins de 30ans, ayant une expérience de 4-5 ans dans la vente pharmaceutique dans des entreprises réputées.

Délégués Médicaux (Medical Representatives)

Diplômés d'étude d'enseignement supérieur, âgé(e)s de moins de 28ans, ayant une expérience d'au moins 2 ans dans la visite médicale.

Responsable Produit (Product Manager)

Diplômés d'étude d'enseignement supérieur option Marketing, âgé(e)s de moins de 30ans, ayant au moins 3ans d'expériences dans un poste similaire.

Chargé d'étude de Marché (Market Research Executive)

Diplômés d'étude d'enseignement supérieur âgé(e)s de moins de 30ans ayant une expérience de 3-4 ans dans l'étude de marché dans le secteur pharmaceutique.

Responsable(s) du Magasin (Stores Manager)

Diplômés d'étude d'enseignement supérieur âgé(e)s de moins de 32 ans ayant une expérience de 4-5 ans dans une société de distributions avec une bonne maîtrise de Microsoft excel.

Responsable Administratif (Administrative Manager)

Diplômés d'étude d'enseignement supérieur âgé(e)s de moins de 40ans, ayant une expérience entre 8-10ans dans la gestion de ressources humaines et l'administration générale.

Cadres Techniques (Technical Executives)

Diplômés d'étude d'enseignement supérieur âgés de moins de 30ans ayant entre 3-4 ans dans le secteur pharmaceutique en Production/Contrôle Qualité/Assurance Qualité

Autres exigences:

Tous les candidats doivent être de nationalité camerounaise, ayant une bonne maîtrise de l'anglais et le français (oral et à l'écrit)

Rémunération et indemnités : correspondra à la capacité du candidat et ne sera pas un facteur limitant.

Les candidats ayant les profils ci-dessus sont invités à envoyer leur CV avec une photo scannée à l'adresse électronique ;

info@africurepharma.com & vipin@africurepharma.com

Pour plus d'informations sur le groupe africure veuillez visiter www.africurepharma.com

IN MEMORIAM

27 septembre 2000 – 27 septembre 2018

Il y a dix-huit ans déjà, le Seigneur rappelait à lui l'Homme d'Etat

Menkam WANDJI NKUIMY Jean Pierre De Colbert

- Député du Ndé à l'Assemblée Nationale (1960) ;
- Ministre du Travail et des Lois Sociales (1960) ;
- Secrétaire d'Etat aux Finances (1961) ;
- Chevalier de l'Ordre de la Valeur (1962)

En ce jour d'anniversaire de ta disparition, ton fils aîné, tous ses frères et sœurs, ta sœur, prient tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour le repos de ton âme.

